



**314 postes d'enseignants et d'agents administratifs supprimés dans notre académie
à la rentrée 2011**

Supprimés : 104 enseignants dans le premier degré !

Supprimés : 182 enseignants dans les collèges et lycées !

Supprimés : 28 agents administratifs

Des classes surchargées, des classes sans professeur(s) ...

Un service public laïque d'éducation abandonné

Défendons l'École Publique

GRÈVE et manifestation le

jeudi 10 février

AG des personnels le **10** février à l'Amphi Waltz sur le site de Carnot, avenue Carnot à **9H**.

Départ du cortège 11H place DELILLE

De la maternelle à l'université, tout le service public et laïque d'Éducation nationale est en danger. Tout est bon pour faire des économies sur le dos des élèves quand dans le même temps le gouvernement distribue 4 millions d'euros supplémentaires à l'enseignement privé.

Supprimer des postes :

- ▶ c'est surcharger les classes et remettre en cause la qualité de l'enseignement.
- ▶ c'est remettre en cause l'égalité du droit à l'éducation pour tous.
- ▶ c'est supprimer les dispositifs d'aide aux élèves en difficulté.
- ▶ c'est être très insuffisant vis-à-vis des besoins pour scolariser correctement les élèves handicapés.
- ▶ c'est rendre toujours plus difficile la réussite scolaire des enfants des milieux populaires.

C'est la neuvième année consécutive que l'École Publique subit ce régime.

Le budget 2011 prévoit encore 16 000 enseignants et personnels administratifs en moins dans les établissements, c'est un triste record (**286** postes d'enseignants et **28** postes administratifs supprimés dans l'académie de Clermont- Ferrand).

Dans ces conditions :

- ▶ comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?
- ▶ Comment éviter que 150 000 jeunes sortent du système éducatif sans qualification ?
- ▶ Comment accueillir 50 000 élèves en plus dans les collèges ?
- ▶ Comment accueillir 4 000 élèves en plus dans les écoles quand le ministère prévoit de fermer près de 3500 classes ?

Et comme si cela n'était pas suffisant, le gouvernement organise **la fin de la formation professionnelle des enseignants** et impose **des réformes rejetées** par toute la communauté éducative.

Soyons nombreux, lycéens, étudiants, parents, personnels de l'Éducation nationale, citoyens pour continuer le combat et dire que la rentrée scolaire 2011 ne peut pas se dérouler avec un tel budget.

Avec le soutien du collectif "*Un pays, une école, notre avenir*" et des organisations syndicales

CGT, CFDT, UNSA, FSU, SOLIDAIRES

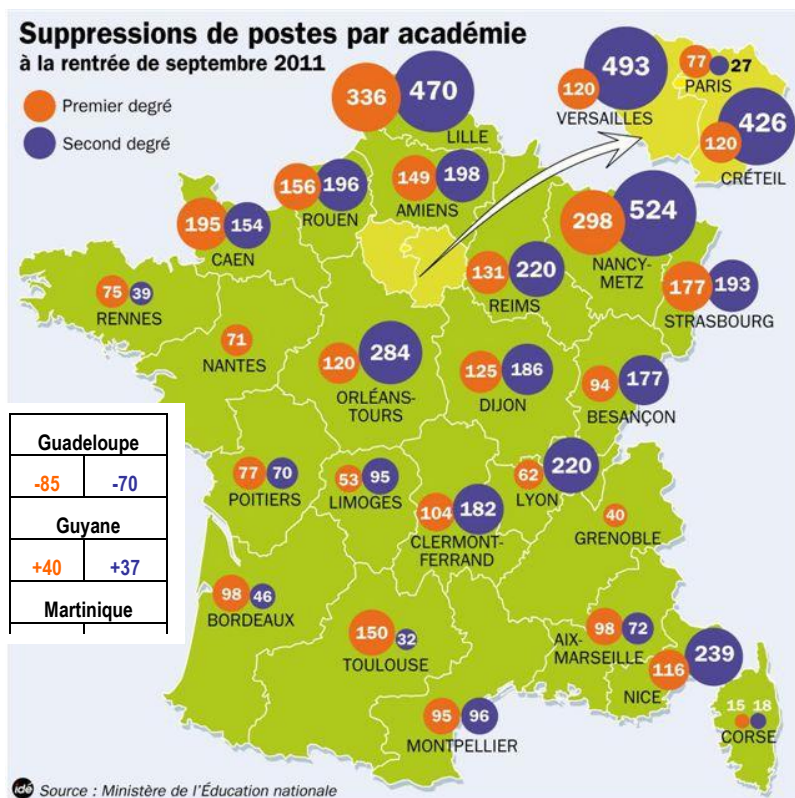
Il faut changer de politique éducative, pour la réussite de tous

Le Ministre de l'Éducation Nationale poursuit la casse du service public d'éducation et laisse aux Recteurs et Inspecteurs d'Académie le soin de la décliner localement.

Jour après jour, les Recteurs et IA dévoilent leurs stratégies pour déterminer les « gisements d'emplois ». Ajouté à l'insuffisance des recrutements, cela se concrétise, partout dans le second degré, par :

- des suppressions massives de postes, dans les collèges, les lycées, les LP et les services académiques,
- des effectifs de classes qui continuent à augmenter,
- des conditions de travail dégradées (postes sur plusieurs établissements, emplois précaires, ...),
- une explosion du nombre d'heures supplémentaires,
- des suppressions de classes, de sections, d'options.

Dans le premier degré, 9000 enseignants manqueront à l'appel à la rentrée prochaine. Les missions au service de la réussite des élèves vont être rabotées : RASED, scolarisation des moins de 3 ans, formation, remplacements, aide aux élèves en difficulté en éducation prioritaire.



Nous ne pouvons assister sans réagir à cette nouvelle saignée de l'École.

Nous voulons les moyens pour faire réussir tous nos élèves.

Nous avons des propositions et nous voulons en discuter. La FSU propose, partout en France d'ici la fin de l'année, 500 débats, et une initiative nationale le 11 mai, sur les questions éducatives et autour de ses « 20 propositions ».

**Pour l'éducation,
nous serons en grève
le 10 février et nous
manifestons lors de
la journée d'action
du 19 mars.**